L'acceptation de l'Europe

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3243>

DOI : 10.4000/rea.3243

ISBN : 978-2-8218-0834-8

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « L'acceptation de l'Europe », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 69 | décembre 2004, mis en ligne le 27 janvier 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3243> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.3243>

L'acceptation de l'Europe

Les prévisions de l'automne le confirment : après l'embellie de 2004, l'économie allemande devrait poursuivre sa croissance en 2005 au rythme de 1,5 % et sortir ainsi d'une longue phase de stagnation. Pourtant, les incertitudes demeurent : la flambée des prix du pétrole provoque un tassement perceptible de l'activité et, si elle devait se poursuivre, conduirait au renchérissement durable des coûts de production, tandis que la dépréciation persistante du dollar pourrait réduire les performances à l'exportation. L'économie allemande devrait néanmoins limiter l'impact du ralentissement en s'appuyant sur une compétitivité externe à toute épreuve.

L'Allemagne dispose en effet de plusieurs atouts-maîtres, patiemment consolidés, qui lui permettent de tirer pleinement parti de la reprise mondiale : une spécialisation industrielle qui répond à la forte demande en biens d'investissement, combinée à une présence simultanée sur les grands pays industriels, le marché européen élargi et les pays émergents, et une compétitivité qualité prix service largement préservée. Dernier avantage compétitif : une globalisation avancée des structures de production qui, tout en assurant une présence durable sur les marchés porteurs, permet d'optimiser coûts et processus, préservant ainsi l'outil industriel domestique tout en renforçant sa capacité d'innovation.

La mondialisation économiquement et politiquement assumée comporte naturellement des sacrifices au plan social avec la remise en question d'un certain nombre d'acquis. Sur ce terrain aussi, la société allemande progresse, à un rythme sensiblement plus lent, mais qui parvient à mettre à profit une tradition de dialogue et de pragmatisme social. En témoigne le cheminement courageux des organisations syndicales qui, après avoir accepté au cours de l'été de difficiles compromis sur l'allongement de la durée du travail et le gel des rémunérations, s'engagent maintenant, à l'instar d'*IG Metall*, dans une réflexion novatrice et constructive sur la refonte des systèmes de protection sociale (voir notre rubrique Actualité).

Plus pragmatiquement encore, le changement assumé passe par l'effort d'adaptation permanent des entreprises aux conditions nouvelles de l'économie internationale. En témoignent l'attitude pro-active des entreprises allemandes dans la mise en œuvre des nouvelles normes comptables internationales, ou encore l'effort d'adaptation du *Mittelstand* aux nouvelles conditions du financement bancaire dans le contexte de Bâle II. Encore faut-il souligner que, dans cet effort, de même que dans celui de la fiscalité successorale, le *Mittelstand* bénéficie d'un soutien attentif des pouvoirs publics, soucieux de préserver ce maillon essentiel du tissu industriel national. Autre atout vital pour la compétitivité des entreprises : la préservation et l'amélioration du niveau de qualification professionnelle de la main d'œuvre. Objectif largement partagé par les

pouvoirs publics et les partenaires sociaux qui, au cours de la décennie écoulée, se sont engagés dans un effort constant de rénovation du système de formation dual pour l'adapter aux transformations profondes des activités de production et de service.

Mais l'essentiel pour la pérennité et l'avenir de nos économies et de nos sociétés face au monde qui change, c'est sans doute l'acceptation de l'Europe et des souverainetés partagées qu'elle implique. Comme le montre l'intéressante étude de Florence Autret sur le *lobbying* européen, l'influence sur les pouvoirs communautaires est un processus difficile qui, dans la défense des intérêts et des modèles nationaux, implique l'acceptation du pluralisme et de la concurrence entre les partenaires. De même en matière de coopération industrielle : le bilan que dresse Henrik Uterwedde de quelque trente ans de coopération franco-allemande témoigne de la double difficulté qui consiste à sortir des modes de pensée nationaux et à faire prévaloir un travail commun, partagé avec d'autres, pour promouvoir activement un espace industriel porteur fondé sur la dynamique des acteurs et l'innovation.

René Lasserre

22/11/2004